

La présence syndicale au Québec en 2004

par Alexis Labrosse, économiste

Ministère du Travail
Direction de la recherche et de l'évaluation

Juin 2005

Table des matières

Introduction	1
1. Les sources de données, la population visée et la période de référence	1
2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord	1
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public	2
4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada	4
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes	6
6. Les hauts et les bas de la présence syndicale au Québec	8
Conclusion	12

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1	Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 à 2004 (en pourcentage)	2
Tableau 2	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1997 et 2004 (en pourcentage).....	5
Tableau 3	Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1997 et 2004 (en pourcentage)	6
Tableau 4	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario et écarts entre les deux régions, 2004 (en points de pourcentage)	7
Tableau 5	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada et écarts entre les deux régions, 2004 (en points de pourcentage)	8
Tableau 6	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 1997 et 2004 (en points de pourcentage)	9
Tableau 7	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 2003 et 2004 (en points de pourcentage)	11
Graphique 1	Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2004 (en pourcentage)	3
Graphique 2	Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 à 2004 (en pourcentage)	3

Annexes

Annexe 1-A	Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique, Québec, 1997 à 2004 (en milliers)	13
Annexe 1-B	Total des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon les secteurs d'activité économique, Québec, 1997 à 2004 (en milliers)	14
Annexe 1-C	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique, Québec, 1997 à 2004 (en pourcentage)	15

Introduction

La présente chronique s'intéresse aux personnes assujetties à des conventions collectives, c'est-à-dire à celles faisant partie d'une unité de négociation, qu'elles soient ou non membres en règle d'un syndicat¹. Pour apprécier l'importance quantitative de ce groupe, la mesure utilisée est le taux de présence syndicale qui se définit comme le pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des employés. Le taux de présence syndicale se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des employés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, cette dernière est comparée avec celles de l'Ontario et du reste du Canada surtout, mais aussi avec celle des États-Unis. La comparaison met en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs d'activité économique. Certains facteurs susceptibles d'expliquer les différences entre les régions canadiennes et les changements de la situation québécoise dans le temps sont examinés.

1. Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des employés², c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation parce que non syndiqués. Depuis 1997, ces derniers ont représenté entre 13,1 et 15,5 % de l'emploi total au Québec, entre 14,6 et 16,1 % en Ontario et entre 16,9 et 19,6 % dans le reste du Canada. De plus, en raison de la très forte volatilité des données pour le secteur agricole (particulièrement évidente pour le Québec et l'Ontario), nous avons décidé d'exclure les employés de ce secteur du champ de l'enquête de l'EPA³. Malgré l'exclusion de ces derniers, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des employés tant à l'échelle du Québec que de l'ensemble du Canada.

L'étendue de la période de référence est limitée par la disponibilité des données de l'Enquête sur la population active. Cette enquête ne recueille en effet des données sur la présence syndicale que depuis 1997. La période étudiée couvre donc les années 1997 à 2004.

2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

En 2004, les taux de présence syndicale en Amérique du Nord étaient tous en deçà de ceux de 1997, comme l'indique le tableau 1. Dans le cas du Québec, ce taux est passé de 41 % en 1997 à 40,2 % en 2004. Nous remarquons qu'après cinq années de hausse continue totalisant 2,2 points de pourcentage entre 1999 et 2003 le Québec a vu son taux de présence syndicale diminuer de 1,3 point de pourcentage en 2004. Il s'agit de la plus forte baisse annuelle enregistrée au Québec depuis

-
1. La disponibilité des données ne permet pas de ventiler les taux de présence syndicale par groupe d'affiliation.
 2. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.
 3. De 1997 à 2004, les données sur les taux de présence syndicale dans le secteur agricole au Québec étaient respectivement de 0; 8,9; 9,7; 0; 0; 7,7; 0; 0%. En Ontario, ces mêmes taux étaient de 0 %, à l'exception de 1998 (3,6 %) et de 2004 (4,7 %). Cette volatilité s'explique certainement par le fort coefficient de variation (plus de 30 %) associé à la taille de l'estimation, mais aussi par l'interprétation des questions de l'enquête par les personnes interrogées. L'exclusion du secteur agricole conduit évidemment à des différences avec les données diffusées par Statistique Canada qui le conserve. Dans le cas des États-Unis, les travailleurs agricoles sont également comptabilisés.

1998. En Ontario, ce taux a diminué de 0,6 % et se retrouve au même niveau qu'en 1999 à 27,9 %, comparativement à 29,4 % en 1997. Constant entre 1999 et 2001, le taux de présence syndicale dans le reste du Canada a lui aussi baissé depuis 1997, passant de 32,5 à 31 % en 2004. Du côté des États-Unis, les baisses continuent de se succéder : de 15,6 en 1997 à 13,8 % en 2004. Le Québec demeure la région la plus syndiquée en Amérique du Nord et l'écart avec ses voisins continue de croître. Ainsi, celui-ci est passé de 11,6 points en 1997 à 12,3 en 2004 par rapport à l'Ontario, et de 8,5 à 9,2 points par rapport au reste du Canada, durant la même période. Dans le cas des États-Unis, l'écart avec le Québec a augmenté d'un point au cours de la même période et il se chiffrait à 26,4 points en 2004. Par ailleurs, l'écart moyen observé de 1997 à 2004 par rapport aux États-Unis s'élève à près de 14 points dans le cas de l'Ontario et à environ 17 points dans le cas du reste du Canada.

Tableau 1

Taux de présence syndicale¹, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 à 2004 (en pourcentage)

Régions	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Québec	41,0	39,4	39,3	40,2	40,9	41,0	41,5	40,2
Ontario	29,4	28,9	27,9	28,5	28,1	28,2	28,5	27,9
Reste du Canada	32,5	32,1	32,1	32,1	32,1	31,5	31,2	31,0
États-Unis	15,6	15,4	15,3	14,9	14,8	14,5	14,3	13,8

1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB; Bureau of Labor Statistics, Current population Survey.

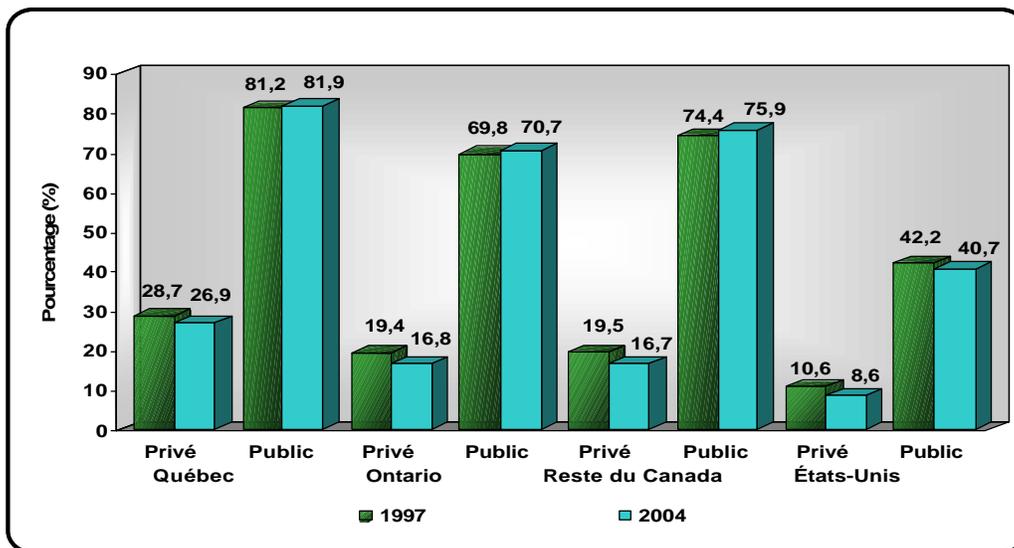
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Historiquement, le secteur privé québécois, à l'instar de ce qu'on retrouve en Amérique du Nord, affiche un taux de présence syndicale beaucoup plus faible que celui du secteur public (graphique 1). Bon an, mal an, l'écart entre les deux secteurs varie de 50 à 55 points au Québec et en Ontario, de 55 à 60 points dans le reste du Canada et dépasse les 30 points aux États-Unis.

De 1997 à 2004, partout au Canada et aux États-Unis, la présence syndicale dans le secteur privé a fléchi. C'est dans le reste du Canada que l'on a observé la plus forte baisse avec 2,8 points de moins qu'en 1997. Pour sa part, l'Ontario a connu une baisse de 2,6 %, le Québec, de 1,8 %, tandis que les États-Unis ont enregistré une baisse de 2 %. À l'opposé, le taux de présence syndicale dans le secteur public a augmenté partout, sauf aux États-Unis. Il a ainsi augmenté de 1,5 point de pourcentage dans le reste du Canada, de 0,9 point en Ontario et de 0,7 point au Québec. Les États-Unis, quant à eux, ont vu ce taux baisser de 1,5 point au cours de cette période⁴.

4. Comme toutes les données présentées dans ce document ont été arrondies à une ou deux décimales, il peut y avoir de légers écarts entre certaines données du texte et celles des tableaux et des graphiques.

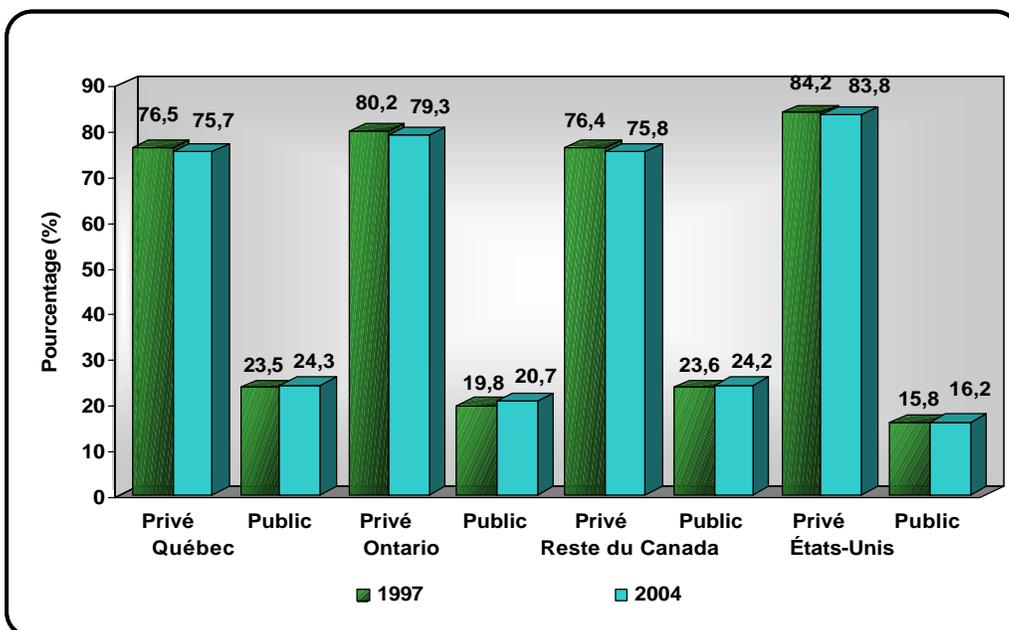
Graphique 1 Taux de présence syndicale selon les secteurs privé¹ et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2004



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Entre 1997 et 2004, la répartition des employés entre les secteurs public et privé ne s'est à peu près pas modifiée (graphique 2). Comme en 1997, le secteur privé au Québec et dans le reste du Canada regroupait en 2004 environ 76 % des personnes en emploi. En Ontario, la proportion des employés dans le secteur privé demeurerait autour de 80 % et, aux États-Unis, à 84 %. Cette prépondérance constante du secteur privé, associée à la baisse de son taux de présence syndicale, contribue à maintenir le taux global de présence syndicale en deçà de celui de 1997.

Graphique 2 Répartition des employés entre les secteurs privé¹ et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États Unis, 1997 et 2004



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Il importe de souligner que la définition du secteur public⁵ diffère entre le Canada et les États-Unis, ce qui limite les comparaisons entre les taux de présence syndicale dans les secteurs public et privé. Si les États-Unis appliquaient la même définition du secteur public qu'au Canada, la proportion du nombre de leurs employés dans ce secteur serait plus grande. Par conséquent, la différence entre la proportion des employés des secteurs public et privé dans ces pays serait moindre.

4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2004, tout comme en 1997, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique au Québec (tableau 2) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario, à l'exception du secteur primaire. Ils étaient également supérieurs à ceux du reste du Canada, à l'exception de celui du secteur du transport et de l'entreposage en 1997.

Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés sont ceux des administrations publiques, des services d'enseignement et des services publics. En 2004, dans le secteur des administrations publiques, le taux de présence s'élevait à 78,9 % au Québec comparativement à 72 % dans le cas de l'Ontario et à 70,9 % dans le reste du Canada. Dans les services d'enseignement, ce taux au Québec s'établissait en 2004 à 77,9 % contre 70,7 % en Ontario et 71,6 % dans le reste du Canada. En 2004, tous secteurs confondus, le taux de présence syndicale le plus élevé, soit 83,4 %, se trouvait dans le secteur des services publics⁶ au Québec, comparativement à 68,4 % en Ontario et à 67,3 % dans le reste du Canada.

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux des services professionnels, scientifiques et techniques, de l'hébergement et des services de restauration, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, avec des taux variant en 2004 entre 4 et 19,6 % pour l'ensemble des régions.

5. Dans le cas du Canada, « les employés du secteur public travaillent dans les ministères et les organismes gouvernementaux, dans les sociétés de la Couronne ou dans les écoles, les hôpitaux et les autres établissements financés par l'État. Les employés du secteur privé représentent tous les autres salariés ». (Statistique Canada, *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75001-XIF au catalogue, août 2003, vol. 4, n° 8).

Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages ». (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*, n° 13F0031MIF au catalogue – n° 010, mai 2003). La différence entre les deux pays provient donc du fait qu'au Canada la totalité des institutions à but non lucratif travaillant dans les secteurs hospitaliers et scolaires font partie du secteur des administrations publiques.

6. Le secteur des services publics se compose de trois grandes catégories d'activités : la production, le transport et la distribution d'électricité, la distribution de gaz naturel et, finalement, les réseaux d'aqueduc et d'égoût.

Tableau 2

Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique¹ et les régions, 1997 et 2004 (en pourcentage)

Secteurs d'activité économique	1997			2004		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	39,0	40,7	26,5	39,7	43,5	19,5
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	39,0	40,7	26,5	39,7	43,5	19,5
Secteur secondaire	42,1	34,1	31,4	42,6	27,9	27,4
Construction	48,0	32,3	25,2	54,8	31,3	23,8
Fabrication	41,1	34,5	34,3	40,2	27,2	29,3
Secteur tertiaire	40,7	27,7	33,0	39,5	27,8	32,3
Administrations publiques	78,2	68,7	69,2	78,9	72,0	70,9
Autres services	14,7	9,9	9,3	13,6	10,4	8,3
Commerce	19,3	12,7	13,8	19,1	12,0	13,1
Finance, assurances, immobilier et location	18,8	4,9	10,5	19,6	5,2	10,5
Hébergement et services de restauration	14,1	6,8	7,4	11,3	6,1	6,4
Information, culture et loisirs	40,0	22,0	31,3	34,9	21,2	29,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	30,8	10,8	11,7	25,7	11,4	9,8
Services d'enseignement	77,9	70,1	71,5	77,9	70,7	71,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,0	3,9	5,8	9,3	4,7	4,0
Services publics	78,1	74,5	62,1	83,4	68,4	67,3
Soins de santé et assistance sociale	65,1	43,6	55,8	63,5	44,3	59,3
Transport et entreposage	46,4	38,1	46,9	47,8	38,8	43,6
Ensemble	41,0	29,4	32,5	40,2	27,9	31,0

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

Le tableau 3 montre, pour les années 1997 et 2004, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions. Les trois secteurs les plus importants quant au nombre d'employés sont respectivement ceux de la fabrication, du commerce, des soins de santé et de l'assistance sociale.

On constate aussi pour ces années que le secteur de la fabrication se démarque au Québec et en Ontario, accaparant autour de 20 % des emplois comparativement à environ 11 % dans le reste du Canada. Le secteur du commerce absorbe quant à lui entre 15,5 et 17,1 % des emplois au pays tandis que celui des soins de santé et de l'assistance sociale en accapare entre 9 et 12,1 %. De son côté, le reste du Canada se démarque par l'importance, bien que faible, de son secteur primaire qui monopolisait 3,6 % des emplois en 2004 contre seulement 0,9 % au Québec et 0,6 % en Ontario.

Tableau 3

Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique¹ et les régions, 1997 et 2004 (en pourcentage)

Secteurs d'activité économique	1997			2004		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	1,3	0,9	4,1	0,9	0,6	3,6
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	1,3	0,9	4,1	0,9	0,6	3,6
Secteur secondaire	24,1	24,4	16,4	22,9	24,4	16,7
Construction	3,4	4,1	5,1	3,7	4,5	5,9
Fabrication	20,7	20,3	11,3	19,1	20,0	10,8
Secteur tertiaire	74,6	74,7	79,4	76,2	75,0	79,7
Administrations publiques	7,6	6,3	7,5	6,9	5,8	6,2
Autres services	4,3	3,9	4,3	3,6	3,4	3,7
Commerce	15,8	15,5	16,8	17,1	15,8	16,8
Finance, assurances, immobilier et location	6,2	7,4	5,8	5,5	6,9	5,5
Hébergement et services de restauration	6,4	6,4	7,9	6,0	6,2	8,2
Information, culture et loisirs	4,2	4,7	4,4	4,3	4,8	4,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,5	3,4	2,8	2,8	4,0	3,7
Services d'enseignement	8,0	7,3	7,9	7,4	6,9	8,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,6	5,1	4,1	4,8	5,2	4,5
Services publics	1,2	1,1	0,9	1,0	1,1	0,9
Soins de santé et assistance sociale	10,0	9,0	11,3	12,1	10,3	12,1
Transport et entreposage	4,8	4,6	5,7	4,8	4,6	5,6
Ensemble	100	100	100	100	100	100

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale par secteur d'activité (tableau 2), mais aussi les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 3), expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. Le poids relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité (tableau 2) par la proportion d'employés qu'il représente (tableau 3) et en divisant ce résultat par 100. Par exemple, pour le secteur de la fabrication au Québec en 2004, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 40,2 % par sa proportion de 19,1 % et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de 7,7 points au taux global de présence syndicale de 40,24.

Les tableaux 4 et 5 présentent la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale de même que les écarts observables à ce titre entre le Québec et l'Ontario, d'une part (tableau 4), et entre le Québec et le reste du Canada d'autre part (tableau 5).

Tableau 4

Contribution de chaque secteur d'activité¹ au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario et écarts entre les deux régions, 2004 (en points de pourcentage)

Secteurs d'activité économique	Contribution		Écart
	Québec	Ontario	
Soins de santé et assistance sociale	7,66	4,58	3,08
Fabrication	7,70	5,43	2,26
Commerce	3,27	1,89	1,37
Administrations publiques	5,43	4,18	1,25
Services d'enseignement	5,74	4,86	0,87
Finance, assurances, immobilier et location	1,07	0,36	0,71
Construction	2,03	1,40	0,63
Information, culture et loisirs	1,51	1,01	0,50
Transport et entreposage	2,28	1,78	0,49
Hébergement et services de restauration	0,67	0,38	0,29
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,73	0,46	0,27
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,44	0,25	0,19
Autres services	0,50	0,35	0,14
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,38	0,25	0,13
Services publics	0,84	0,75	0,09
Ensemble	40,24	27,94	12,30

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

Comme l'indique le tableau 1, le taux global de présence syndicale au Québec est supérieur de 12,3 points à celui de l'Ontario. Le tableau 4 montre quant à lui que c'est le secteur des soins de santé et d'assistance sociale qui contribue davantage à cette différence (pour 3,08 points), surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec dans ce secteur est supérieure de 19,2 points (tableau 2) à celle de l'Ontario.

Le secteur québécois de la fabrication, dont le niveau de présence syndicale dépasse de 13 points celui de l'Ontario, explique 2,26 points de la variation. Le secteur du commerce rend compte pour sa part de 1,37 point d'écart non seulement parce que son taux de présence syndicale au Québec est plus élevé de 7,1 points, mais aussi parce que sa part relative de l'emploi y est légèrement supérieure de 1,3 point. Finalement, le secteur des administrations publiques justifie 1,25 point d'écart, d'abord parce que son taux de présence syndicale au Québec est de 6,9 points plus élevé qu'en Ontario, puis du fait que sa part relative dans l'emploi y est d'environ un point plus élevé.

En comparant le Québec avec le reste du Canada (tableau 5), on réalise également que la contribution des trois secteurs mentionnés dans le paragraphe précédent explique une grande partie des 9,19 points d'écart qui les séparent en 2004. Le secteur de la fabrication représente à lui seul près de la moitié (4,52 points) de cet écart. Non seulement son taux de présence syndicale au Québec est de 10,9 points de plus que celui du reste du Canada, mais sa place sur le marché de l'emploi est beaucoup plus importante au Québec (19,1 % des employés) que dans le reste du Canada (10,8 %).

Le secteur du commerce, qui occupe une place prépondérante sur le marché du travail dans les deux régions considérées (environ 17 % des salariés), justifie un écart de 1,07 point à cause d'un taux de présence syndicale au Québec supérieur de 6 points à celui du reste du Canada. Le secteur des

administrations publiques, dont le taux de présence syndicale (78,9 %) et sa proportion dans l'emploi (6,9 %) sont plus élevés au Québec que dans le reste du Canada (respectivement 70,9 % et 6,2 %), explique un peu plus d'un point (1,05) d'écart. Enfin, le secteur de la construction⁷, dont le taux de présence syndicale est nettement supérieur au Québec avec une différence de 31 points par rapport au reste du Canada, rend compte de 0,63 point d'écart.

Tableau 5

Contribution de chaque secteur d'activité¹ au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada et écarts entre les deux régions, 2004 (en points de pourcentage)

Secteurs d'activité économique	Contribution		Écart
	Québec	Reste du Canada	
Fabrication	7,70	3,17	4,52
Commerce	3,27	2,20	1,07
Administrations publiques	5,43	4,38	1,05
Construction	2,03	1,40	0,63
Soins de santé et assistance sociale	7,66	7,15	0,51
Finance, assurances, immobilier et location	1,07	0,57	0,49
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,73	0,36	0,37
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,44	0,18	0,26
Services publics	0,84	0,59	0,25
Autres services	0,50	0,31	0,19
Information, culture et loisirs	1,51	1,34	0,17
Hébergement et services de restauration	0,67	0,53	0,15
Services d'enseignement	5,74	5,74	0,00
Transport et entreposage	2,28	2,43	-0,15
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,38	0,70	-0,33
Ensemble	40,24	31,05	9,19

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

6. Les hauts et les bas de la présence syndicale au Québec

Après avoir connu une baisse de 1,7 point de pourcentage entre 1997 et 1999, le taux québécois de la présence syndicale a augmenté de 2,2 points entre 1999 et 2003 pour atteindre 41,5 %. Il a cependant régressé d'environ 1,3 point en 2004 et se chiffre maintenant à 40,24, ce qui demeure légèrement en deçà du niveau atteint en 1997 (41 %). Les comportements des différents secteurs d'activité ont été fort différents durant cette période, certains contribuant à la baisse du taux de présence syndicale et d'autres, la freinant (tableau 6).

7. Il importe de préciser que le secteur de la construction dans l'Enquête sur la population active englobe non seulement les travailleurs affectés aux chantiers comme tels, mais aussi les personnes des autres catégories d'emploi dans ce secteur. De plus, il comprend non seulement les travaux de construction neuve, mais aussi ceux de réparation et de rénovation.

Tableau 6**Contribution de chaque secteur d'activité¹ au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 1997 et 2004 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		Variation
	1997	2004	
Fabrication	8,51	7,70	-0,81
Administrations publiques	5,95	5,43	-0,52
Services d'enseignement	6,25	5,74	-0,51
Hébergement et services de restauration	0,90	0,67	-0,23
Information, culture et loisirs	1,70	1,51	-0,19
Autres services	0,64	0,50	-0,14
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,51	0,38	-0,13
Finance, assurances, immobilier et location	1,17	1,07	-0,10
Services publics	0,90	0,84	-0,06
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,77	0,73	-0,04
Transport et entreposage	2,21	2,28	0,07
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,32	0,44	0,12
Commerce	3,06	3,27	0,21
Construction	1,63	2,03	0,41
Soins de santé et assistance sociale	6,51	7,66	1,15
Ensemble	41,00	40,24	-0,77

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

Les quatre secteurs ayant le plus contribué à la baisse du taux global de présence syndicale au cours de cette période sont les suivants :

- le secteur de la fabrication, dont le taux de présence syndicale a diminué de 0,9 point (de 41,1 % en 1997 à 40,2 % en 2004) et dont la proportion dans l'emploi a diminué (de 20,7 à 19,1 %);
- les administrations publiques, dont le taux de présence syndicale a légèrement augmenté (de 78,2 % en 1997 à 78,9 % en 2004), mais dont le poids sur le marché du travail est passé de 7,6 % en 1997 à 6,9 % en 2004;
- les services d'enseignement, dont le taux de présence syndicale est demeuré très élevé et stable (77,9 % en 1997 et 2003), mais dont la proportion dans l'emploi est également en baisse pendant la période, passant de 8 % à 7,4 %;
- le secteur de l'hébergement et des services de restauration, qui a connu la seconde plus forte baisse de son taux de présence syndicale, soit de 2,8 points (de 14,1 % en 1997 à 11,3 % en 2004), tout en diminuant faiblement son importance sur le marché du travail (de 6,4 à 6 %).

En contrepartie, deux secteurs ont principalement contribué à atténuer la baisse du taux global de présence syndicale. Ces secteurs sont les suivants :

- le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale qui, malgré une faible baisse de son taux de présence syndicale (de 65,1 % en 1997 à 63,5 % en 2004), a augmenté de façon appréciable la proportion d'employés (de 10 à 12,1 %) qui y travaillent;
- celui de la construction qui a le plus amélioré son taux de présence syndicale, soit de 6,8 points depuis 1997 (de 48 à 54,8 % en 2004), et qui a augmenté sensiblement sa part de l'emploi (de 3,4 à 3,7 %); son nombre de travailleurs a progressé de 31,3 % alors que la hausse moyenne de l'emploi se chiffre à environ 20 % durant cette période (voir l'annexe 1-A).

Au Québec, de 1997 à 2004, les changements dans la part que les secteurs d'activité à plus forte présence syndicale détiennent sur le marché de l'emploi (voir le tableau 3) ont davantage influencé l'évolution du taux global de présence syndicale que les variations observées dans les taux sectoriels. Par exemple, les services d'enseignement ont maintenu sensiblement le même taux (77,9 %) durant cette période. Cependant, leur part de l'emploi a diminué de 0,6 point, ce qui a suffi pour qu'ils contribuent significativement à la baisse du taux global de présence syndicale entre 1997 et 2004. De fait, parmi les dix secteurs qui ont influencé ce taux à la baisse, seulement trois (information, culture et loisirs : -5,2 %, services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien : -5 %, hébergement et services de restauration : -2,8 %,) ont connu des variations significatives à la baisse de leur taux de présence syndicale respectif.

À l'opposé, le taux de présence syndicale a diminué de 1,6 point dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale pendant la même période, ce qui ne l'a pas empêché de freiner la baisse du taux global à la suite d'une hausse de 2,1 points de sa part dans l'emploi. Parmi les cinq secteurs qui ont influencé positivement ce taux général durant cette période, seulement deux ont connu des augmentations notables de leur taux sectoriel, soit celui de la construction avec 6,8 points et celui du transport et de l'entreposage avec 1,4 point.

Le tableau 1 nous a permis de constater que, depuis 1998, la plus forte baisse du taux de présence syndicale avait eu lieu entre les années 2003 et 2004, celui-ci passant de 41,5 à 40,2 %. Cinq secteurs ont fortement contribué à cette baisse d'environ 1,3 point de pourcentage (tableau 7). Il s'agit, dans l'ordre, des secteurs de la fabrication, de la construction, des services d'enseignement, des autres services et des soins de santé et d'assistance sociale. Ces secteurs ont tous connu une baisse respective de leur taux de présence syndicale, alors que leur part dans l'emploi a tantôt légèrement diminué, ou encore est demeurée stable. Par exemple, le taux de présence syndicale a diminué de 2,3 points de pourcentage dans le secteur de la fabrication et de 1,5 point dans le secteur de la construction. Parallèlement, leur part dans l'emploi a faiblement baissé de 0,3 et 0,4 point de pourcentage respectivement.

Tableau 7**Contribution de chaque secteur d'activité¹ au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 2003 et 2004 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		Variation
	2003	2004	
Fabrication	8,25	7,70	-0,55
Construction	2,31	2,03	-0,28
Services d'enseignement	5,96	5,74	-0,22
Autres services	0,67	0,50	-0,17
Soins de santé et assistance sociale	7,83	7,66	-0,17
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,82	0,73	-0,09
Finance, assurances, immobilier et location	1,15	1,07	-0,08
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,41	0,38	-0,03
Hébergement et services de restauration	0,71	0,67	-0,03
Transport et entreposage	2,30	2,28	-0,02
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,41	0,44	0,03
Services publics	0,80	0,84	0,04
Information, culture et loisirs	1,46	1,51	0,05
Administrations publiques	5,36	5,43	0,07
Commerce	3,08	3,27	0,18
Ensemble	41,51	40,24	-1,27

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

À l'opposé, les secteurs dont la contribution au taux de présence syndicale a augmenté en 2004 ont généralement connu de faibles hausses de leur taux de présence respectif, combinées à une part de l'emploi qui est demeurée sensiblement identique. Le secteur qui a connu la plus forte hausse de son taux de présence syndicale en 2004 est celui des services publics, avec une augmentation de 2,2 points de pourcentage. Cette hausse a toutefois eu peu d'effet sur le taux global observé en 2004 étant donné la faible part (1 %) dans l'emploi de ce secteur.

Conclusion

Le Québec continuait d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé sur le continent nord-américain en 2004 avec 40,2 %. À l'opposé, les États-Unis avaient le taux le plus bas avec 13,8 %. Dans le cas de l'Ontario et du reste du Canada, les taux de présence syndicale poursuivent leur tendance à la baisse. Du côté du Québec, ce taux a enregistré des baisses en 1998 et 1999, pour ensuite connaître une tendance à la hausse atteignant un sommet de 41,5 % en 2003. L'année suivante, ce taux a subi la plus forte baisse annuelle observée parmi les régions faisant l'objet de cette chronique, soit près de 1,3 point de pourcentage de moins en 2004.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et celui des autres régions du Canada s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées. La plus grande part relative sur le marché du travail québécois de certains secteurs d'activité à plus forte densité syndicale (comme les administrations publiques et les services d'enseignement) joue également un rôle, mais moins important.

Au Québec, l'amélioration des taux sectoriels a certes permis la remontée du taux général entre 1999 et 2003, mais c'est également l'augmentation très importante du niveau de l'emploi dans certains secteurs à plus forte présence syndicale (notamment la construction ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale) qui a soutenu cette remontée. La baisse notable du taux de présence syndicale en 2004 s'explique par une diminution combinée des taux sectoriels et des parts relatives de l'emploi, essentiellement dans cinq secteurs qui comptent pour près de la moitié (45,9 %) des emplois du Québec et qui ont une forte densité syndicale, à l'exception du secteur des autres services.

Annexe 1-A

Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique¹, Québec, 1997 à 2004 (en milliers)

	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>
Secteur primaire	34,4	40	32	34,1	31,2	31,7	32	30,2
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	34,4	40	32	34,1	31,2	31,7	32	30,2
Secteur secondaire	638,1	647,1	692,8	698,9	698,5	741,2	733,7	726,6
Construction	89,7	81,7	89	95,2	98,7	114,5	127,9	117,8
Fabrication	548,4	565,4	603,8	603,7	599,8	626,7	605,8	608,8
Secteur tertiaire	1 978,4	2 031,6	2 059,2	2 149,4	2 229,9	2 302,9	2 354,7	2 422,7
Administrations publiques	201,6	197,1	196,2	203,6	213,9	214,4	213,1	218,7
Autres services	114,8	120,1	109,5	110,3	102,5	109,8	112,3	115,9
Commerce	418,9	423,1	437,3	468,5	474,7	500,4	523,8	544
Finance, assurances, immobilier et location	164,1	156,3	151,7	155,1	160,6	166,2	159,5	173,6
Hébergement et services de restauration	170	181,7	175,4	179,9	179,9	181,5	197	190
Information, culture et loisirs	112,4	118,4	122,4	123,1	133,8	135,4	133,8	137,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	66,3	73,5	74,4	74,3	84,2	93,1	86,1	90,5
Services d'enseignement	212,6	222,1	222,7	217	220,1	233,2	238,1	234
Services professionnels, scientifiques et techniques	95,9	117,6	132,4	132,7	144,6	146,2	141,5	151,6
Services publics	30,6	30	26,6	27,9	29,1	29,7	30,9	32
Soins de santé et assistance sociale	265,1	260,6	276	315,4	339,9	360,7	375,5	383,3
Transport et entreposage	126,1	131,1	134,6	141,6	146,6	132,3	143,1	151,5
Ensemble	2 650,9	2 718,7	2 784,0	2 882,4	2 959,6	3 075,8	3 120,4	3 179,5

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

Annexe 1-B

Total des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon les secteurs d'activité économique¹, Québec, 1997 à 2004 (en milliers)

	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>
Secteur primaire	13,4	14,4	9,1	12,8	11,4	12,1	12,8	12
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	13,4	14,4	9,1	12,8	11,4	12,1	12,8	12
Secteur secondaire	268,7	262,9	286,5	299,5	294,7	321,1	329,5	309,3
Construction	43,1	39,3	45	47,8	53,5	63,8	72,1	64,6
Fabrication	225,6	223,6	241,5	251,7	241,2	257,3	257,4	244,7
Secteur tertiaire	804,9	792,7	798,1	845	903,3	928,7	953,1	958,1
Administrations publiques	157,6	145,5	145,5	154,9	166,4	168,4	167,1	172,6
Autres services	16,9	18,6	19	18,1	17,2	18,2	20,9	15,8
Commerce	81	84,7	80,9	94,7	94,4	93,8	96,2	103,9
Finance, assurances, immobilier et location	30,9	31,7	32,3	32	34,4	36,9	35,8	34
Hébergement et services de restauration	23,9	23,4	17,4	19,3	20,7	21,2	22	21,4
Information, culture et loisirs	45	42,5	48,9	43,7	44,3	47,5	45,5	48
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	20,4	18,2	15,4	17,5	24	26,4	25,6	23,3
Services d'enseignement	165,6	173,7	174,5	169	173	179,8	186	182,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	8,6	8,9	11,5	10,7	12,1	13,8	12,9	14,1
Services publics	23,9	21,7	20,4	22,8	23,3	23,6	25,1	26,7
Soins de santé et assistance sociale	172,6	167,6	177,2	202,2	221,2	231,9	244,3	243,5
Transport et entreposage	58,5	56,2	55,1	60,1	72,3	67,2	71,7	72,4
Ensemble	1 087	1 070	1 093,7	1 157,3	1 209,4	1 261,9	1 295,4	1 279,4

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.

Annexe 1-C

Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique¹, Québec, 1997 à 2004 (en pourcentage)

	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>
Secteur primaire	39,0	36,0	28,4	37,5	36,5	38,2	40,0	39,7
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	39,0	36,0	28,4	37,5	36,5	38,2	40,0	39,7
Secteur secondaire	42,1	40,6	41,4	42,9	42,2	43,3	44,9	42,6
Construction	48,0	48,1	50,6	50,2	54,2	55,7	56,4	54,8
Fabrication	41,1	39,5	40,0	41,7	40,2	41,1	42,5	40,2
Secteur tertiaire	40,7	39,0	38,8	39,3	40,5	40,3	40,5	39,5
Administrations publiques	78,2	73,8	74,2	76,1	77,8	78,5	78,4	78,9
Autres services	14,7	15,5	17,4	16,4	16,8	16,6	18,6	13,6
Commerce	19,3	20,0	18,5	20,2	19,9	18,7	18,4	19,1
Finance, assurances, immobilier et location	18,8	20,3	21,3	20,6	21,4	22,2	22,4	19,6
Hébergement et services de restauration	14,1	12,9	9,9	10,7	11,5	11,7	11,2	11,3
Information, culture et loisirs	40,0	35,9	40,0	35,5	33,1	35,1	34,0	34,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	30,8	24,8	20,7	23,6	28,5	28,4	29,7	25,7
Services d'enseignement	77,9	78,2	78,4	77,9	78,6	77,1	78,1	77,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,0	7,6	8,7	8,1	8,4	9,4	9,1	9,3
Services publics	78,1	72,3	76,7	81,7	80,1	79,5	81,2	83,4
Soins de santé et assistance sociale	65,1	64,3	64,2	64,1	65,1	64,3	65,1	63,5
Transport et entreposage	46,4	42,9	40,9	42,4	49,3	50,8	50,1	47,8
Ensemble	41,0	39,4	39,3	40,2	40,9	41,0	41,5	40,2

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2004*, cat. n° 71F0004XLB.